



SARKOZY ECONDUIT,

IL FAUT DONNER UN COUP DE BALAI A SA POLITIQUE !

Syndicat National CGT-INRA : RN 10 – Porte de St Cyr – 78210 Saint Cyr l'Ecole – Tél : 01.39.53.56.56 – Fax : 01.39.02.14.50 - Mail : cgt@inra.fr
Document réalisé le 10/05/12 consultable en intranet : <https://intranet.inra.fr/cgt/> – et en internet : <http://www.inra.cgt.fr/>

Résultat des élections : sans appel !

Marqués par une participation élevée, les résultats des élections sont sans appel. La politique du gouvernement Sarkozy a été clairement sanctionnée.

Nul doute qu'a lourdement pesé l'accumulation de mesures d'austérité et de contre-réformes continuellement menées contre la population pour mettre à mal notre système de retraites, liquider et privatiser les services publics, mettre en cause l'emploi permanent et généraliser la précarité, détériorer le pouvoir d'achat, tenter de dresser une partie de la population contre une autre, ...

Dans la recherche

L'INRA, comme tout le service public de recherche et d'enseignement supérieur, a été sérieusement mis à mal ces dernières années, aussi bien au plan budgétaire que structurel, pour l'asservir aux intérêts des multinationales et du capital financier. Il est significatif que, jusqu'à la veille des élections, le gouvernement a fait passer en force les conventions des IDEX, structures visant à dessaisir les organismes de recherche de leurs prérogatives, personnels et moyens, au premier rang desquelles l'emblématique IDEX Saclay.

C'est pourquoi la CGT-INRA s'était adressée à l'ensemble des candidats aux présidentielles pour indiquer les mesures nécessaires à prendre au plus vite afin d'inverser la situation et permettre un véritable développement de la recherche agronomique publique au service des citoyens. Dès la formation du nouveau gouvernement, la CGT-INRA demandera à rencontrer le ministre en charge de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche pour réitérer, avec encore plus de force, ces [exigences que nous portons également en direction des candidats aux prochaines élections législatives de Juin 2012.](#)

Pour donner un signe fort à tous les personnels mais aussi de l'oxygène aux organismes de recherche, il est nécessaire que soient immédiatement annoncées **des décisions concrètes, fortes et symboliques qui apparaissent clairement en rupture avec le fonctionnement précédent**, et notamment :

- **La fin de la RGPP**, outil de destruction massive des emplois et des services publics,
- **La suppression de l'ANR et du Crédit Impôt Recherche**, et le reversement des fonds ainsi récupérés aux organismes publics de recherche et aux universités,
- **Le rétablissement du budget d'Etat des EPST à hauteur de celui de 2010**, premier pas vers l'instauration d'une dotation annuelle permettant véritablement aux unités de recherche de fonctionner normalement (>20000€ par chercheur et par an).
- **La suppression du Pacte pour la Recherche, de la LRU, et de toutes les superstructures créées à l'extérieur des organismes de recherche et des universités** tels que les PRES, le consortium Agreenium, les Alliances, les Fondations de Coopération Scientifique, ...
- **La suppression des IDEX, en annulant les conventions** déjà signées, en premier celle très symbolique de Saclay,
- **La suppression de l'AERES**, créée pour exacerber la concurrence entre les équipes, entre les laboratoires, entre les unités de recherche,
- **L'annonce d'un véritable plan de titularisation** de tous les non-titulaires correspondant à des besoins permanents, en lieu et place de l'actuelle loi qui laisse sur le côté la majorité d'entre eux.

Ces revendications concernant la Recherche sont évidemment loin d'être exhaustives, d'autres auront nécessairement à être négociées par la suite.

Leur mise en œuvre suppose aussi l'existence d'un ministère de plein droit pour l'enseignement supérieur et la recherche, et non un rattachement à un ministère chargé de l'Innovation et de l'Industrie.

Et au-delà

Au-delà de la recherche publique, les salariés, les précaires, les chômeurs ont besoin d'une véritable rupture avec la politique menée ces dernières années et les mesures d'austérité.

A commencer par **l'annulation de toutes les décisions contenues dans les récents plans d'austérité, l'augmentation du SMIC et du minimum Fonction publique à 1700€, l'abrogation de la loi Fillon-Woerth portant réforme des retraites**, avec le rétablissement du droit à la retraite à 60 ans à taux plein pour 37,5 annuités, et l'arrêt des attaques contre la Sécurité Sociale.

Ces exigences se heurtent à la politique que veut imposer le Traité sur la Stabilité, la Coopération et la Gouvernance dans l'Union Européenne (TSCG), qui devrait être soumis fin Juin à ratification par la France.

Au nom d'une dette qui n'est en rien celle de la population, ce TSCG aggrave les critères du Traité de Maastricht, en imposant un déficit limité à 0.5% du PIB et une réduction de 5% par an de la dette publique (soit plus de 80 milliards€/ an en France= 20% du budget de l'Etat), avec des pénalités imposant de couper encore plus dans les dépenses publiques en cas de dépassement.

Le TSCG ne doit pas être ratifié !

----- ✂ -----



Nom :

Prénom :

Date de naissance :

Corps, grade, échelon :

Centre de Recherche :

Unité :

Département de Recherche :

Téléphone :

E-mail :